

**Art. 6.** Het huidige decreet treedt in werking op de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 9 juli 2010.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het decreet tot wijziging van het decreet van 14 januari 1999 betreffende de erkenning van de gastkamers en de toelating om de benaming « Gastkamers » te gebruiken en kondigt het af.

C. DOULKERIDIS,

Minister-Voorzitter van het College.

Ch. PICQUE,

Lid van het Collège.

B. CEREXHE,

Lid van het Collège.

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het Collège.

E. KIR,

Lid van het Collège.

Nota

(1) Parlementaire Handelingen...

#### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 3023

[C — 2010/31360]

#### 9 JUILLET 2010. — Décret visant à transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions préliminaires

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle en vertu de l'article 138 de la Constitution une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Il met partiellement en œuvre les dispositions de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° « Collège » : le Collège de la Commission communautaire française;

2° « service » : toute activité économique non salariée exercée normalement contre rémunération, visée à l'article 57 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

3° « prestataire » : toute personne physique ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ou personne morale visée à l'article 54 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, établie dans un Etat membre de l'Union européenne qui offre ou fournit un service;

4° « établissement » : l'exercice effectif d'une activité économique par le prestataire pour une durée indéterminée et au moyen d'une infrastructure stable à partir de laquelle la fourniture de service est réellement assurée;

5° « destinataire » : toute personne physique ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ou qui bénéficie de droits qui lui sont conférés par des actes communautaires ou personne morale établie dans un Etat membre de l'Union européenne qui, à des fins professionnelles ou non, utilise ou souhaite utiliser un service;

6° « profession réglementée » : une activité ou un ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonné directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession de qualifications professionnelles déterminées; l'utilisation d'un titre professionnel limitée par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives aux détenteurs d'une qualification professionnelle donnée constitue une modalité d'exercice;

7° « titulaire d'une profession libérale » : toute entreprise qui n'est pas commerçante au sens de l'article 1<sup>er</sup> du Code de commerce et qui est soumise à un organe de contrôle créé par la loi;

8° « régime d'autorisation » : toute procédure qui a pour effet d'obliger un prestataire ou un destinataire à faire une démarche auprès d'une autorité compétente en vue d'obtenir un acte formel ou une décision implicite relative à l'accès à une activité de service ou à son exercice;

9° « exigence » : toute obligation, interdiction, condition ou limite prévue par les dispositions législatives ou réglementaires ou dans les dispositions administratives, le règlement ou dans des dispositions administratives ou découlant de la jurisprudence, des pratiques administratives, des règles des ordres professionnels ou des règles collectives d'associations professionnelles ou autres organisations professionnelles adoptées dans l'exercice de leur autonomie juridique;

10° « raisons impérieuses d'intérêt général » : des raisons telles que notamment l'ordre public, la sécurité publique, la santé publique, la préservation de l'équilibre financier du système de sécurité sociale, la protection des consommateurs, des destinataires de services et des travailleurs, la loyauté des transactions commerciales, la lutte contre la fraude, la protection de l'environnement et de l'environnement urbain, la santé des animaux, la propriété intellectuelle, la conservation du patrimoine national historique et artistique, des objectifs de politique sociale et des objectifs de politique culturelle;

11° « assurance responsabilité professionnelle » : une assurance souscrite par un prestataire pour couvrir, à l'égard des destinataires et, le cas échéant, des tiers, sa responsabilité éventuelle en cas de dommage résultant de la prestation de service;

12° « adresse géographique » : le lieu physique où une entreprise est présente ou peut être contactée physiquement;

13° « autorité compétente » : toute autorité ou instance ayant un rôle de contrôle ou de réglementation des activités de services. Sont notamment des autorités compétentes au sens de cette définition, les autorités administratives, y compris les tribunaux agissant à ce titre, les ordres professionnels et les associations ou autres organismes professionnels qui, dans le cadre de leur autonomie juridique, réglementent de façon collective l'accès aux activités de services ou leur exercice;

14° « autorité compétente de la Commission communautaire française » : toute autorité administrative, notamment les services et les organismes d'intérêt public dépendant du Collège, qui, désignée par ou en vertu de la loi ou d'un décret pour contrôler ou régler des activités de services au sens de la directive, relève des compétences de la Commission communautaire française en vertu de l'article 138 de la Constitution;

15° « Etat membre » : un Etat membre de l'Union européenne;

16° « Etat membre d'établissement » : l'Etat membre sur le territoire duquel le prestataire concerné a son établissement;

17° « jour ouvrable » : tout jour calendrier, à l'exclusion des dimanches et jours fériés légaux. Si le délai expire un samedi, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant;

18° « données à caractère personnel » : informations concernant une personne physique identifiée ou identifiable, conformément à la définition prévue à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

19° « système électronique d'échange d'informations » : réseau électronique d'échange d'informations entre les administrations compétentes des Etats membres, développé et géré par la Commission européenne en vue de faciliter la coopération administrative, notamment dans le champ d'application de la Directive 2006/123;

20° « coordinateur fédéral » : la personne physique désignée au sein du Service public fédéral Economie pour être, dans le cadre de la coopération administrative prévue au Chapitre VII, le point de contact entre la Commission européenne et les autorités belges compétentes;

21° « coordinateur d'alerte » : la personne ou les personnes physiques désignées au niveau fédéral qui sont chargées d'assurer l'information des Etats membres et de la Commission européenne de circonstances ou de faits graves et précis en rapport avec une activité de service susceptibles de causer un préjudice grave à la santé ou à la sécurité des personnes ou à l'environnement;

22° « coordinateur de la Commission communautaire française » : la personne physique désignée par le Collège pour être dans le cadre de la coopération administrative prévue au chapitre VII le point de contact via la coordination fédérale entre la Commission européenne et les autorités belges compétentes.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret s'applique aux services fournis par les prestataires ayant leur établissement dans un Etat membre, sans préjudice des compétences de l'autorité fédérale, des Régions et des Communautés, à l'exception :

1° des services d'intérêt général non économiques, y inclus les services sociaux non visés par le point 3 du présent article;

2° des services de soins de santé, qu'ils soient ou non assurés dans le cadre d'établissement de soins et indépendamment de la manière dont ils sont organisés et financés ou de leur nature publique ou privée;

3° sans préjudice de leur qualification en services d'intérêt général non économiques visée au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article ou de leur qualification en services d'intérêt économique général, des services sociaux relatifs au logement social, à l'aide à l'enfance et à l'aide aux familles et aux personnes se trouvant de manière permanente ou temporaire dans une situation de besoin qui sont assurés par la Commission communautaire française, par des prestataires mandatés par la Commission communautaire française ou par des associations caritatives reconnues comme telles, dans la mesure où ces services relèvent des compétences de la Commission communautaire française;

§ 2. Si les dispositions du présent décret sont en conflit avec des dispositions législatives ou réglementaires régissant les aspects spécifiques de l'accès à une activité de services ou son exercice dans des secteurs spécifiques ou pour des professions spécifiques, régis par le droit communautaire, ces dernières dispositions prévalent.

CHAPITRE II. — *Liberté d'établissement*

**Art. 4.** Lorsqu'une autorisation est requise pour l'accès à une activité de service et son exercice, celle-ci doit respecter les conditions suivantes :

- 1° le régime d'autorisation n'est pas discriminatoire à l'égard du prestataire visé;
- 2° la nécessité d'un régime d'autorisation est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général;
- 3° l'objectif poursuivi ne peut pas être réalisé par une mesure moins contraignante, notamment parce qu'un contrôle a posteriori interviendrait trop tardivement pour avoir une efficacité réelle.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux régimes d'autorisation qui sont régis, directement ou indirectement, par le droit communautaire.

**Art. 5.** Les régimes d'autorisation doivent reposer sur des critères qui encadrent l'exercice du pouvoir d'appréciation des autorités compétentes afin que celui-ci ne soit pas utilisé de manière arbitraire.

Ces critères sont :

- 1° non discriminatoires;
- 2° justifiés par une raison impérieuse d'intérêt général;
- 3° proportionnels à cet objectif d'intérêt général;
- 4° clairs et non ambigus;
- 5° objectifs;
- 6° rendus publics à l'avance;
- 7° transparents et accessibles.

**Art. 6.** Les procédures et formalités doivent être facilement accessibles et les charges qui peuvent en découler pour les demandeurs doivent être raisonnables et proportionnées aux coûts des procédures d'autorisation.

**Art. 7.** Les conditions d'octroi de l'autorisation pour un nouvel établissement ne peuvent pas faire double emploi avec les exigences et contrôles équivalents ou essentiellement comparables en raison de leur finalité, auxquels est déjà soumis le prestataire de services en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Le coordinateur de la Commission communautaire française et le prestataire assistent l'autorité compétente en fournissant les informations nécessaires sur ces exigences.

**Art. 8.** Lorsqu'un prestataire de service s'établit en Région de Bruxelles-Capitale, une assurance responsabilité professionnelle ou une garantie ne peut pas être exigée lorsque ce dernier est déjà couvert en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne dans lequel il est déjà établi, par une garantie équivalente ou essentiellement comparable pour ce qui est de sa finalité et de la couverture qu'elle offre sur le plan du risque assuré, de la somme assurée ou du plafond de la garantie ainsi que des activités éventuellement exclues de la couverture.

Dans le cas où la couverture n'est que partielle, une garantie complémentaire pour couvrir les éléments qui ne sont pas déjà couverts peut être exigée.

Lorsqu'une assurance responsabilité professionnelle ou la fourniture d'une autre forme de garantie est imposée à un prestataire établi en Région de Bruxelles-Capitale, les attestations de couverture émises par des établissements de crédit ou des assureurs dont le siège social est établi en Belgique ou dans un Etat membre de l'Union européenne sont admises comme preuve.

**Art. 9.** L'autorisation permet au prestataire de service d'avoir accès à l'activité de service ou de l'exercer sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, y compris par la création d'agences, de succursales, de filiales ou de bureaux.

L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsqu'une autorisation propre à chaque implantation ou une limitation de l'autorisation à une partie spécifique du territoire national est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général.

**Art. 10.** Toute demande d'autorisation fait l'objet d'un accusé de réception dans les dix jours ouvrables.

L'accusé de réception indique :

- 1° la date à laquelle la demande a été reçue;
- 2° le délai dans lequel la décision doit intervenir;
- 3° les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter;
- 4° s'il y a lieu, la mention qu'en l'absence de réponse dans le délai prévu, l'autorisation est considérée comme octroyée.

En cas de demande incomplète, le demandeur est informé dans les plus brefs délais du besoin de fournir des documents supplémentaires, du temps dont il dispose pour ce faire ainsi que des conséquences sur le délai visé à l'alinéa 2.

En cas de rejet d'une demande au motif qu'elle ne respecte pas les procédures ou formalités nécessaires, le demandeur en est informé dans les plus brefs délais.

**Art. 11.** L'autorité compétente de la Commission communautaire française octroie l'autorisation après qu'un examen approprié a établi que les conditions pour son octroi sont remplies.

Si aucun délai n'est prévu par la réglementation, la décision sur la demande d'autorisation doit être rendue au plus tard trente jours ouvrables à compter de la date de l'accusé de réception ou, si le dossier est incomplet, à compter de la date à laquelle le demandeur a fourni les documents supplémentaires.

Ce délai ne débute qu'au moment où tous les documents nécessaires sont fournis. Lorsque la complexité du dossier le justifie, le délai peut être prolongé une seule fois et pour une durée limitée. La prolongation ainsi que sa durée doivent faire l'objet d'une motivation formelle et être notifiées au demandeur avant l'expiration du délai initial.

Toutefois, à défaut d'accusé de réception conformément à l'article 10, ce délai débute à la date d'envoi de la demande, telle qu'établie par courrier recommandé ou électronique.

Sans préjudice des décrets, arrêtés et règlements particuliers justifiés par une raison impérieuse d'intérêt général, en l'absence de réponse dans le délai prévu par le décret ou l'arrêté, l'autorisation est considérée comme octroyée.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. L'autorisation octroyée à un prestataire a une durée illimitée, à l'exception des cas suivants :

- 1° l'autorisation fait l'objet d'un renouvellement automatique;
- 2° l'autorisation est seulement subordonnée à l'accomplissement continu d'exigences;
- 3° le nombre d'autorisations disponibles est limité par une raison impérieuse d'intérêt général;
- 4° une durée limitée d'autorisation est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général.

§ 2. Le § 1<sup>er</sup> s'applique sans préjudice de la possibilité de retirer une autorisation lorsque les conditions d'octroi cessent d'être réunies.

§ 3. Le § 1<sup>er</sup> ne vise pas le délai maximal avant la fin duquel le prestataire doit effectivement commencer son activité après y avoir été autorisé.

**Art. 13.** Lorsque le nombre d'autorisations disponibles pour une activité donnée est limité en raison de la rareté des ressources naturelles ou des capacités techniques utilisables, une procédure de sélection entre les candidats potentiels est appliquée. Cette procédure prévoit toutes les garanties d'impartialité et de transparence, notamment la publicité adéquate de l'ouverture de la procédure, de son déroulement et de sa clôture.

Dans les cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'autorisation est octroyée pour une durée limitée appropriée et ne doit pas faire l'objet d'une procédure de renouvellement automatique, ni prévoir tout autre avantage en faveur du prestataire dont l'autorisation vient juste d'expirer ou des personnes ayant des liens particuliers avec ledit prestataire.

Les règles pour la procédure de sélection peuvent tenir compte de considérations liées à la santé publique, à des objectifs de politique sociale, à la santé et à la sécurité des salariés ou des personnes indépendantes, à la protection de l'environnement, à la préservation du patrimoine culturel et autres raisons impérieuses d'intérêt général.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. L'accès à une activité de service ou son exercice en Région de Bruxelles-Capitale ne peut être subordonné à aucune des exigences suivantes :

1° les exigences discriminatoires fondées directement ou indirectement sur la nationalité ou, en ce qui concerne les sociétés, l'emplacement du siège statutaire, en particulier :

- a) L'exigence de nationalité pour le prestataire, son personnel, les personnes détenant du capital social ou les membres des organes de gestion ou de surveillance du prestataire;
- b) L'exigence d'être résident sur le territoire belge pour le prestataire, son personnel, les personnes détenant du capital social ou les membres des organes de gestion ou de surveillance du prestataire;

2° l'interdiction d'avoir un établissement dans plus d'un Etat membre ou d'être inscrit dans les registres ou dans les ordres ou les associations professionnelles de plus d'un Etat membre;

3° les limites à la liberté du prestataire de choisir entre un établissement à titre principal ou à titre secondaire, en particulier l'obligation pour le prestataire d'avoir son établissement principal sur leur territoire, ou les limites à la liberté de choisir entre l'établissement sous forme d'agence, de succursale ou de filiale;

4° les conditions de réciprocité avec l'Etat membre où le prestataire a déjà un établissement, à l'exception de celles prévues dans les instruments communautaires en matière d'énergie;

5° l'application au cas par cas d'un test économique consistant à subordonner l'octroi de l'autorisation à la preuve de l'existence d'un besoin économique ou d'une demande du marché, à évaluer les effets économiques potentiels ou actuels de l'activité ou à évaluer l'adéquation de l'activité avec les objectifs de programmation économique fixés par l'autorité compétente;

6° l'intervention directe ou indirecte d'opérateurs concurrents, y compris au sein d'organes consultatifs, dans l'octroi d'autorisations ou dans l'adoption d'autres décisions des autorités compétentes, à l'exception des ordres et associations professionnels ou autres organisations qui agissent en tant qu'autorité compétente; cette interdiction ne s'applique ni à la consultation d'organismes tels que les chambres de commerce ou les partenaires sociaux sur des questions autres que des demandes d'autorisation individuelles ni à une consultation du public;

7° l'obligation de constituer ou de participer à une garantie financière ou de souscrire une assurance auprès d'un prestataire ou d'un organisme établi sur le territoire belge. Ceci ne porte pas atteinte à la possibilité d'exiger une couverture d'assurance ou des garanties financières en tant que telles et ne porte pas atteinte aux exigences relatives à la participation à un fonds collectif de compensation, par exemple pour les membres d'ordres ou organisations professionnels;

8° l'obligation d'avoir été préalablement inscrit pendant une période donnée dans les registres tenus en Belgique ou d'avoir exercé précédemment l'activité pendant une période donnée en Belgique.

§ 2. L'interdiction édictée par le § 1<sup>er</sup>, 5°, ne concerne pas les exigences en matière de programmation qui ne poursuivent pas des objectifs de nature économique mais relèvent de raisons impérieuses d'intérêt général.

#### CHAPITRE III. — *Liberté de prestation de services*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. La prestation de service ne peut pas être subordonnée à des exigences qui ne satisfont pas aux principes de non-discrimination, de nécessité et de proportionnalité.

§ 2. La libre prestation des services fournis par un prestataire établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne ne peut pas être restreinte par l'une des exigences suivantes :

1° l'obligation pour le prestataire d'avoir un établissement en Région de Bruxelles-Capitale;

2° l'obligation pour le prestataire d'obtenir une autorisation de l'autorité compétente en Région de Bruxelles-Capitale, y compris une inscription dans un registre ou auprès d'un ordre ou d'une association professionnels existant en Belgique, sauf dans les cas visés par le présent décret ou régis par le droit communautaire;

3° l'interdiction pour le prestataire de se doter en Région de Bruxelles-Capitale d'une certaine forme ou d'un certain type d'infrastructure, y compris d'un bureau ou d'un cabinet d'avocats, dont le prestataire a besoin pour fournir les services en question;

4° l'application d'un régime contractuel particulier entre le prestataire et le destinataire qui empêche ou limite la prestation de service à titre indépendant;

5° l'obligation, pour le prestataire, de posséder un document d'identité spécifique à l'exercice d'une activité de service délivrée par l'autorité compétente de la Commission communautaire française;

6° les exigences affectant l'utilisation d'équipements et de matériel qui font partie intégrante de la prestation du service, à l'exception de celles nécessaires à la santé et la sécurité au travail;

7° les restrictions à la libre prestation des services visées à l'article 23.

**Art. 16.** L'article 15 ne s'applique pas aux services d'intérêt économique général.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 15, et uniquement dans des circonstances exceptionnelles, le Collège peut prendre, à l'encontre d'un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membre, des mesures relatives à la sécurité des services, et ce conformément aux conditions et procédures qui sont d'application pour la prise de mesures similaires envers des prestataires qui ont leur établissement en Région de Bruxelles-Capitale. Ces mesures ne peuvent être prises que dans le respect de la coopération administrative prévue au chapitre 7 et si les conditions suivantes sont réunies :

1° les dispositions en vertu desquelles les mesures sont prises n'ont pas fait l'objet d'une harmonisation communautaire dans le domaine de la sécurité des services;

2° les mesures sont plus protectrices pour le destinataire que celles que prendrait l'Etat membre d'établissement en vertu de ses dispositions nationales;

3° l'Etat membre d'établissement n'a pas pris de mesures ou a pris des mesures insuffisantes par rapport à celles visées à l'article 36;

4° les mesures sont proportionnées.

§ 2. Le § 1<sup>er</sup> n'affecte pas les dispositions qui, prévues par ou en vertu du droit communautaire, garantissent la libre circulation des services ou permettent des dérogations à celles-ci.

#### CHAPITRE IV. — *Qualité des services, information et transparence*

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des autres exigences légales et réglementaires en matière d'information, tout prestataire met, de la manière visée à l'article 19, à disposition des destinataires les informations suivantes :

1° son nom ou sa dénomination sociale;

2° sa forme juridique;

3° l'adresse géographique où le prestataire est établi;

4° ses coordonnées, y compris son adresse éventuelle de courrier électronique, permettant d'entrer en contact rapidement et de communiquer directement et efficacement avec lui;

5° le numéro d'entreprise;

6° son siège social;

7° dans le cas où l'activité est soumise à un régime d'autorisation, les coordonnées de l'autorité compétente ou du guichet d'entreprises;

8° en ce qui concerne les professions réglementées :

a) l'association professionnelle ou l'organisation professionnelle auprès de laquelle le prestataire est inscrit;

b) le titre professionnel et l'Etat membre dans lequel il a été octroyé;

9° les conditions générales et les clauses générales dans le cas où le prestataire en utilise;

10° l'existence, dans le cas où le prestataire en utilise, de clauses contractuelles concernant la législation applicable au contrat et/ou la juridiction compétente;

11° l'existence de toute garantie contractuelle après-vente éventuelle, non imposée par la loi;

12° le prix du service, lorsque le prix est déterminé au préalable par le prestataire pour un type de service donné;

13° les principales caractéristiques du service;

14° les assurances ou les garanties visées à l'article 8 et notamment les coordonnées de l'assureur ou du garant et la couverture géographique.

§ 2. Lorsque les prestataires présentent de manière détaillée leurs services dans un document d'information, ils y font figurer des informations sur leurs activités pluridisciplinaires et partenariats qui sont directement liés au service concerné et sur les mesures prises pour éviter les conflits d'intérêt.

**Art. 19.** A l'initiative du prestataire, les informations visées à l'article 18, § 1<sup>er</sup> :

1° soit sont communiquées au destinataire;

2° soit sont rendues facilement accessibles au destinataire sur le lieu de la prestation ou de la conclusion du contrat;

3° soit sont rendues facilement accessibles au destinataire par voie électronique au moyen d'une adresse communiquée par le prestataire;

4° soit figurent dans tout document d'information du prestataire présentant de manière détaillée leurs services.

**Art. 20.** A la demande du destinataire, le prestataire communique les informations supplémentaires suivantes :

1° lorsque le prix n'est pas déterminé au préalable par le prestataire pour un type de service donné, le prix du service ou, lorsqu'un prix exact ne peut pas être indiqué, la méthode de calcul du prix permettant au destinataire de vérifier ce dernier, ou un devis suffisamment détaillé;

2° en ce qui concerne les professions réglementées, une référence aux règles professionnelles applicables et aux moyens d'y avoir accès;

3° des informations sur ses activités pluridisciplinaires et partenariats qui sont directement liés au service concerné et sur les mesures prises pour éviter les conflits d'intérêts;

4° les codes de conduite auxquels le prestataire est soumis ainsi que l'adresse à laquelle ces codes peuvent être consultés par voie électronique, en précisant les versions linguistiques disponibles.

**Art. 21.** Les informations visées aux articles 18 et 20 sont mises à disposition ou communiquées de manière claire et non ambiguë, et en temps utile avant la conclusion du contrat, ou avant la prestation du service lorsqu'il n'y a pas de contrat écrit.

**Art. 22.** Les dispositions du présent chapitre ne portent pas préjudice aux exigences d'informations supplémentaires applicables aux prestataires ayant leur établissement en Belgique.

#### CHAPITRE V. — *Exigences interdites pour les destinataires*

**Art. 23.** Les destinataires ne sont pas soumis à des exigences restreignant leur droit d'utiliser un service fourni par un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membre. Sont notamment visées les exigences suivantes :

1° l'obligation d'obtenir une autorisation des autorités compétentes ou de faire une déclaration auprès de celles-ci;

2° des limites discriminatoires à l'octroi d'aides financières au motif que le prestataire est établi dans un autre Etat membre ou pour des raisons liées à l'emplacement du lieu où le service est fourni.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux régimes d'autorisation qui s'appliquent également à l'utilisation d'un service fourni par un prestataire établi en Belgique.

**Art. 24.** Les destinataires ne sont pas soumis à des exigences discriminatoires fondées sur la nationalité ou le lieu de résidence.

Les conditions générales d'accès à un service, qui sont mises à la disposition du public par le prestataire, ne contiennent pas de conditions discriminatoires en raison de la nationalité ou du lieu de résidence du destinataire, sans que cela ne porte atteinte à la possibilité de prévoir des différences dans les conditions d'accès lorsque ces conditions sont directement justifiées par des critères objectifs.

#### CHAPITRE VI. — *Règlement des litiges*

**Art. 25.** Les prestataires fournissent leurs coordonnées, notamment une adresse postale, un numéro de télécopie ou une adresse électronique ainsi qu'un numéro de téléphone, où tous les destinataires, y compris ceux résidant dans un autre Etat membre de l'Union européenne, peuvent leur adresser directement une réclamation ou leur demander des informations sur le service fourni.

Les prestataires fournissent l'adresse de leur domicile ou de leur siège social si celle-ci ne correspond pas à leur adresse habituelle aux fins de correspondance.

**Art. 26.** Les prestataires répondent aux réclamations visées à l'article 25 dans les plus brefs délais et font preuve de diligence pour trouver une solution satisfaisante.

**Art. 27.** Lorsqu'un code de conduite, une association ou un organisme professionnels prévoit le recours à des moyens de règlement extrajudiciaire des litiges, les prestataires soumis à un tel code ou membre d'une telle association, d'un tel organisme sont tenus d'en informer le destinataire et d'en faire mention dans tout document présentant de manière détaillée leurs services, en indiquant les moyens d'accéder à des informations détaillées sur les caractéristiques et les conditions d'utilisation de ces moyens.

**Art. 28.** Les prestataires sont tenus de prouver le respect des exigences prévues aux articles 18 à 21 et 25 à 27 et l'exactitude des informations fournies.

CHAPITRE VII. — *Coopération administrative*

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente de la Commission communautaire française communique, dans la limite de ses compétences, à l'autorité compétente d'un autre Etat membre qui lui en fait la demande motivée, toute information pertinente dont elle dispose concernant un prestataire et/ou ses services.

Elle communique les informations demandées concernant notamment l'établissement et la légalité des activités prestées.

§ 2. L'autorité compétente de la Commission communautaire française effectue, dans la limite de ses compétences, les vérifications, inspections, enquêtes concernant un prestataire de services ou ses services, qui lui sont demandées par l'autorité compétente d'un autre Etat membre par le biais d'une demande motivée.

Elle apprécie la nature et l'ampleur des vérifications, inspections et enquêtes à mener.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente de la Commission communautaire française communique, dans la limite de ses compétences, à l'autorité compétente d'un autre Etat membre qui lui en fait la demande motivée, les décisions relatives à des sanctions disciplinaires ou administratives à caractère professionnel pour autant que celles-ci ne puissent plus faire l'objet d'un recours, conformément aux règles fixées par les législations ou réglementations particulières pour une telle transmission.

Elle communique également, dans les limites de ses compétences et conformément au Livre II, Titre VII, Chapitre 1<sup>er</sup> du Code d'instruction criminelle, les informations relatives à des sanctions pénales à caractère professionnel pour autant que celles-ci ne puissent plus faire l'objet d'un recours ainsi que tout jugement coulé en force de chose jugée concernant l'insolvabilité au sens de l'annexe A du Règlement CE 1346/2000, ou la faillite frauduleuse d'un prestataire. La communication mentionne les dispositions légales ou réglementaires enfreintes.

§ 2. Dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et ses arrêtés d'exécution, le Collège détermine :

- 1° les données qui sont traitées;
- 2° le mode de collecte des données;
- 3° leur durée de conservation;
- 4° à qui les données sont communiquées;
- 5° les mesures de sécurité du traitement de données.

§ 3. L'autorité compétente de la Commission communautaire française qui communique de telles décisions en informe le prestataire.

**Art. 31.** Les informations demandées en application des articles 29 et 30 ou les résultats des vérifications, inspections ou enquêtes, sont communiqués dans les plus brefs délais et via le système électronique d'échange d'informations.

**Art. 32.** L'autorité compétente de la Commission communautaire française qui, pour des raisons légales ou pratiques, ne peut faire suite à la demande d'informations ou de vérifications, inspections ou enquêtes, en informe l'autorité compétente de l'autre Etat membre dans les plus brefs délais en indiquant les motifs qui s'opposent à la demande. Si, après notification de ce refus, cette dernière ne peut se rallier au point de vue de l'autorité compétente de la Commission communautaire française et qu'aucune solution ne peut être trouvée, ce constat est communiqué pour information au coordinateur fédéral.

**Art. 33.** L'autorité compétente d'un autre Etat membre peut obtenir un accès aux registres accessibles à l'autorité compétente de la Commission communautaire française et selon les mêmes conditions.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente de la Commission communautaire française qui désire qu'une autorité compétente d'une autre entité ou d'un autre Etat membre lui communique des informations ou procède à des vérifications, inspections ou enquêtes concernant un prestataire ou ses services, lui adresse une demande motivée, via le système électronique d'échange d'informations.

§ 2. Si l'autorité compétente de l'autre entité ou de l'autre Etat membre ne satisfait pas à la demande et qu'aucune solution ne peut être trouvée, l'autorité compétente de la Commission communautaire française en informe le coordinateur fédéral et le coordinateur de la Commission communautaire française.

**Art. 35.** Les informations échangées ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été demandées.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente de la Commission communautaire française exerce ses missions de contrôle vis-à-vis des prestataires établis en Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Cette obligation ne s'étend pas :

- 1° au contrôle du respect des exigences spécifiques imposées à tout prestataire par l'Etat membre où le service est fourni, sans égard au lieu d'établissement du prestataire;
- 2° à l'exercice de contrôles sur le territoire de l'Etat membre où le service est presté.

Ces contrôles sont effectués par les autorités de l'Etat membre dans lequel le prestataire opère temporairement, à la demande de l'autorité compétente de la Commission communautaire française, conformément à l'article 34.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente de la Commission communautaire française exerce ses missions de contrôle vis-à-vis des prestataires fournissant une activité de service sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale conformément aux articles 15 et 16 du présent décret.

L'autorité compétente de la Commission communautaire française :

1° prend toutes les mesures nécessaires afin d'assurer que le prestataire se conforme aux exigences qui ont trait à l'accès à l'activité de service et son exercice,

2° procède aux vérifications, inspections et enquêtes nécessaires pour contrôler le service fourni.

§ 2. En ce qui concerne les exigences autres que celles visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, lorsqu'un prestataire se rend temporairement en Région de Bruxelles-Capitale pour y fournir un service sans y être établi, l'autorité compétente de la Commission communautaire française participe au contrôle du prestataire conformément au paragraphe 3.

§ 3. A la demande de l'Etat membre d'établissement, l'autorité compétente de la Commission communautaire française sur le territoire de laquelle le service est fourni procède aux vérifications, inspections et enquêtes nécessaires au contrôle effectif par l'Etat membre d'établissement. Les autorités compétentes interviennent dans les limites des compétences qui leur sont conférées dans leur Etat membre. Elles peuvent décider des mesures les plus appropriées à prendre dans chaque cas individuel pour répondre à la demande de l'Etat membre d'établissement.

**Art. 38.** L'autorité compétente de la Commission communautaire française ne peut procéder à des vérifications, inspections et enquêtes sur place que si ces dernières sont non-discriminatoires, ne sont pas motivées par le fait qu'il s'agit d'un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membre et sont proportionnées.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'autorité compétente de la Commission communautaire française prend connaissance d'un comportement, de faits graves et précis ou de circonstances en rapport avec un prestataire ou une activité de service, susceptibles de causer un préjudice grave pour la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement, il en informe, par le biais d'un coordinateur d'alerte, les Etats membres et la Commission européenne via le système d'échange électronique d'informations ainsi que le coordinateur fédéral et le coordinateur de la Commission communautaire française.

§ 2. Lorsqu'une alerte doit être modifiée ou n'est plus justifiée, le coordinateur régional en informe par le biais d'un coordinateur d'alerte, la Commission européenne et les Etats membres via le système d'échange électronique d'informations ainsi que le coordinateur fédéral et le coordinateur de la Commission communautaire française.

§ 3. La procédure décrite ci-dessus, s'applique sans préjudice des procédures judiciaires.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente de la Commission communautaire française qui envisage d'adopter des mesures pour assurer la sécurité des services prestés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 17, § 1<sup>er</sup>, adresse une demande à l'autorité compétente de l'Etat membre d'établissement en fournissant toutes les informations pertinentes sur le service en cause et les circonstances de l'espèce.

§ 2. Après réception de la réponse de l'Etat membre d'établissement ou en l'absence de réponse dans un délai raisonnable, l'autorité compétente de la Commission communautaire française communique le cas échéant, son intention d'adopter des mesures à la Commission européenne et à l'Etat membre d'établissement, ainsi qu'au coordinateur Commission communautaire française et au coordinateur fédéral.

La communication précise :

1° les raisons pour lesquelles l'autorité compétente de la de la Commission communautaire française estime que les mesures proposées ou adoptées par l'Etat membre d'établissement sont insuffisantes;

2° les raisons pour lesquelles elle estime que les mesures envisagées respectent les conditions prévues à l'article 17, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Les mesures ne peuvent être adoptées que quinze jours ouvrables après qu'une notification, conformément au § 2, aura été adressée à l'Etat membre d'établissement et à la Commission européenne.

§ 4. En cas d'urgence, l'autorité compétente de la Commission communautaire française peut déroger aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 3. Dans ce cas, les mesures adoptées sont notifiées à la Commission européenne et à l'Etat membre d'établissement, en indiquant les raisons pour lesquelles l'autorité estime qu'il y a urgence.

§ 5. La procédure décrite ci-dessus s'applique sans préjudice des procédures judiciaires.

#### CHAPITRE VIII. — Entrée en vigueur

**Art. 41.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 juillet 2010.

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne et promulgue le décret visant à transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

C. DOULKERIDIS,  
Ministre-Président du Collège

Ch. PICQUE,  
Membre du Collège.

B. CEREXHE,  
Membre du Collège.

Mme E. HUYTEBROECK,  
Membre du Collège.

E. KIR,  
Membre du Collège.

—————  
Note

(1) Références parlementaires ...



## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 3023

[C — 2010/31360]

**9 JULI 2010. — Decreet met het oog op het omzetten van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt (1)**

De vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen :

HOOFDSTUK I. — *Voorafgaande bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Het voert gedeeltelijk de bepalingen uit van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, wordt verstaan onder :

1° « College » : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° « dienst » : elke economische activiteit, anders dan in loondienst, die gewoonlijk tegen vergoeding geschiedt, zoals bedoeld in artikel 57 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

3° « dienstverrichter » : iedere natuurlijke persoon, onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie of rechtspersoon in de zin van artikel 54 van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie die een dienst aanbiedt of verricht;

4° « vestiging » : de daadwerkelijke uitoefening van een economische activiteit door de dienstverrichter voor onbepaalde tijd en vanuit een duurzame infrastructuur, van waaruit daadwerkelijk diensten worden verricht;

5° « afnemer » : iedere natuurlijke persoon die onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie of die rechten heeft die hem door communautaire besluiten zijn verleend, of iedere rechtspersoon die in een lidstaat van de Europese Unie is gevestigd en, al dan niet voor beroepsdoeleinden, van een dienst gebruik maakt of wil maken;

6° « gereguleerd beroep » : een beroepswerkzaamheid of een geheel van beroepswerkzaamheden waartoe de toegang of waarvan de uitoefening of één van de wijzen van uitoefening krachtens wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen direct of indirect afhankelijk wordt gesteld van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties; met name het voeren van een beroepstitel die door wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen beperkt is tot personen die een specifieke beroepskwalificatie bezitten, geldt als een wijze van uitoefening;

7° « beoefenaar van een vrij beroep » : elke onderneming die geen koopman is in de zin van artikel 1 van het wetboek van koophandel en die onderworpen is aan een bij wet opgericht tuchtorgaan;

8° « vergunningstelsel » : elke procedure die voor een dienstverrichter of afnemer de verplichting inhoudt bij een bevoegde autoriteit stappen te ondernemen ter verkrijging van een formele of stilzwijgende beslissing over de toegang tot of de uitoefening van een dienstenactiviteit;

9° « eis » : elke verplichting, verbodsbepaling, voorwaarde of beperking uit hoofde van de wettelijke of reglementaire bepalingen of in administratieve bepalingen, in het reglement of voortvloeiend uit de rechtspraak, de administratieve praktijk, de regels van beroepsorden of de collectieve regels van beroepsverenigingen of andere beroepsorganisaties, die deze in het kader van de hun toegekende juridische bevoegdheden hebben vastgesteld;

10° « dwingende redenen van algemeen belang » : redenen zoals in het bijzonder de openbare orde, de openbare veiligheid, de staatsveiligheid, de volksgezondheid, de handhaving van het financiële evenwicht van het sociale zekerheidsstelsel, de bescherming van consumenten, afnemers van diensten en werknemers, de eerlijkheid van handelstransacties, de fraudebestrijding, de bescherming van het milieu en het stedelijke milieu, dierenwelzijn, de intellectuele eigendom, het behoud van het nationaal historisch en artistiek erfgoed en doelstellingen van het sociaal beleid en het cultuurbeleid;

11° « beroepsaansprakelijkheidsverzekering » : een door de dienstverrichter afgesloten verzekering ter dekking, jegens afnemers en, in voorkomend geval, derden, van zijn eventuele aansprakelijkheid in het geval van schade voortvloeiend uit de verrichting van de dienst;

12° « geografisch adres » : de plaats waar een onderneming fysiek aanwezig is of gecontacteerd kan worden;

13° « bevoegde autoriteit » : elke autoriteit of instantie die een toezichthoudende of regelgevende rol vervult ten aanzien van dienstenactiviteiten. Zijn met name bevoegde autoriteiten in de zin van deze definitie : de administratieve autoriteiten, met inbegrip van de rechtbanken die in die hoedanigheid optreden, de beroepsorden of andere professionele organen die in het kader van hun juridische autonomie de toegang tot de dienstenactiviteiten of de uitoefening ervan collectief regelen;

14° « bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie » : elke administratieve autoriteit, met name de diensten en instellingen van openbaar nut die afhangen van het College, die, benoemd door of krachtens de wet of een decreet instaat voor het controleren of regelen van de dienstactiviteiten in de zin van de richtlijn, krachtens artikel 138 van de Grondwet onder de bevoegdheid valt van de Franse Gemeenschapscommissie;

15° « lidstaat » : een lidstaat van de Europese Unie;

16° « lidstaat van vestiging » : de lidstaat op wiens grondgebied de betrokken dienstverrichter is gevestigd;

17° « werkdag » : het geheel van alle kalenderdagen met uitsluiting van de zondagen en wettelijke feestdagen. Als de termijn op een zaterdag afloopt, wordt hij verlengd tot de eerstvolgende werkdag;

18° « persoonsgegevens » : informatie over een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon in overeenstemming met de definitie van artikel 1, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

19° « elektronisch systeem voor de uitwisseling van informatie » : elektronisch systeem voor de uitwisseling van informatie tussen de bevoegde administraties van de lidstaten, ontwikkeld en beheerd door de Europese Commissie met het oog op het vergemakkelijken van de administratieve samenwerking, met name onder het toepassingsgebied van Richtlijn 2006/123;

20° « federale coördinator » : de natuurlijke persoon benoemd binnen de Federale Overheidsdienst Economie, om in het kader van de administratieve samenwerking, bepaald in Hoofdstuk VI, het aanspreekpunt te zijn tussen de Europese Commissie en de bevoegde Belgische autoriteiten;

21° « waarschuwingscoördinator » : de natuurlijke persoon of personen die op federaal niveau is of zijn aangewezen om de andere lidstaten en de Europese Commissie in kennis te stellen van ernstige specifieke handelingen of omstandigheden met betrekking tot een dienstenactiviteit, die ernstige schade aan de gezondheid of veiligheid van personen of aan het milieu kunnen veroorzaken;

22° « coördinator van de Franse Gemeenschapscommissie » : de natuurlijke persoon die door het College is aangewezen om in het kader van de administratieve samenwerking, bepaald in hoofdstuk VII, via de federale coördinatie het aanspreekpunt te zijn tussen de Europese Commissie en de bevoegde Belgische autoriteiten.

**Art. 3.** § 1. Dit decreet is van toepassing op diensten die worden geleverd door dienstverrichters die in een lidstaat zijn gevestigd, onverminderd de bevoegdheden van de federale overheid, de Gewesten en de Gemeenschappen en met uitzondering van :

1° de diensten van algemeen belang van niet-economische aard, met inbegrip van de sociale diensten die niet onder punt 3 van dit artikel vallen;

2° de diensten van de gezondheidszorg, al dan niet verleend door gezondheidszorgfaciliteiten en ongeacht de wijze waarop zij zijn georganiseerd en worden gefinancierd en ongeacht of zij openbaar of particulier van aard zijn;

3° zonder afbreuk te doen aan hun kwalificatie als diensten van algemeen belang van niet-economische aard als bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel of de kwalificatie als diensten van algemeen belang van economische aard, sociale diensten betreffende sociale huisvesting, kinderzorg en bijstand aan gezinnen en personen die permanent of tijdelijk in nood verkeren die worden verleend door de Franse Gemeenschapscommissie, door dienstverrichters die zijn gemachtigd door de Franse Gemeenschapscommissie of door liefdadigheidsinstellingen die als dusdanig zijn erkend, voor zover deze diensten onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie vallen;

§ 2. Indien de bepalingen van dit decreet strijdig zijn met wettelijke of reglementaire bepalingen ter omzetting van Gemeenschapsrecht die betrekking hebben op de specifieke aspecten van de toegang tot of de uitoefening van een dienstenactiviteit in specifieke sectoren of voor specifieke beroepen, dan hebben deze laatste bepalingen voorrang.

#### HOOFDSTUK II. — *Vrijheid van vestiging*

**Art. 4.** Indien voor de toegang tot en de uitoefening van een dienstenactiviteit een vergunning vereist is, moet deze vergunning aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° het vergunningstelsel heeft geen discriminerende werking jegens de betrokken dienstverrichter;

2° de behoefte aan een vergunningstelsel is gerechtvaardigd om een dwingende reden van algemeen belang;

3° het nagestreefde doel kan niet door een minder beperkende maatregel worden bereikt, met name omdat een controle achteraf te laat zou komen om werkelijk doeltreffend te zijn.

Het eerste lid is niet van toepassing op vergunningstelsels die direct of indirect door het Gemeenschapsrecht zijn geregeld.

**Art. 5.** Vergunningstelsels moeten op criteria gebaseerd zijn die beletten dat de bevoegde autoriteiten hun beoordelingsbevoegdheid op willekeurige wijze uitoefenen.

Deze criteria zijn :

1° niet-discriminerend;

2° gerechtvaardigd om een dwingende reden van algemeen belang;

3° evenredig met die reden van algemeen belang;

4° duidelijk en ondubbelzinnig;

5° objectief;

6° vooraf openbaar bekendgemaakt;

7° transparant en toegankelijk.

**Art. 6.** De vergunningsprocedures en -formaliteiten moeten gemakkelijk toegankelijk zijn en de lasten die zij voor de aanvragers kunnen voortbrengen moeten redelijk zijn en evenredig met de kosten van de vergunningsprocedures.

**Art. 7.** De vergunningsvoorwaarden voor een nieuwe vestiging mogen gelijkwaardige, of gezien hun doel in wezen vergelijkbare, eisen en controles waaraan de dienstverrichter al in België of in een andere lidstaat van de Europese Unie onderworpen is, niet overlappen. De coördinator van de Franse Gemeenschapscommissie en de dienstverrichter staan de bevoegde autoriteit bij door over deze eisen de nodige informatie te verstrekken.

**Art. 8.** Wanneer een dienstverrichter zich in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vestigt, mag geen beroepsaansprakelijkheidsverzekering of waarborg geëist worden indien de dienstverrichter in België of in een andere lidstaat van de Europese Unie waar hij een vestiging heeft, al gedekt is door een waarborg die gelijkwaardig is of die, met betrekking tot het doel en de dekking die hij biedt wat het verzekerde risico, de verzekerde som, de maximale waarborg en de mogelijke uitzonderingen van de dekking betreft, in wezen vergelijkbaar is.

Indien de waarborg slechts ten dele gelijkwaardig is, kan voor de nog niet gedekte elementen een aanvullende waarborg geëist worden.

Wanneer een beroepsaansprakelijkheidsverzekering of een andere vorm van waarborg opgelegd wordt aan een in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigde dienstverrichter, worden attesten betreffende de dekking, afgegeven door een in België of in een andere lidstaat van de Europese Unie gevestigde kredietinstelling of verzekeraar, als bewijs toegelaten.

**Art. 9.** De vergunning biedt de dienstverrichter op het gehele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het recht op toegang tot of uitoefening van de dienstenactiviteit, mede door de oprichting van agentschappen, dochterondernemingen, kantoren of bijkantoren.

Het vorige lid is niet van toepassing, wanneer een vergunning eigen aan elke vestiging of een beperking van de vergunning tot een specifiek deel van het nationale grondgebied is gerechtvaardigd door dwingende redenen van algemeen belang.

**Art. 10.** De ontvangst van elke vergunningsaanvraag wordt binnen tien werkdagen bevestigd.

De ontvangstbevestiging bevat :

1° de datum waarop de aanvraag is ontvangen;

2° de termijn waarbinnen de beslissing moet genomen worden;

3° de beschikbare rechtsmiddelen, de bevoegde instanties die er kennis van nemen alsook de te respecteren formaliteiten en termijnen;

4° indien van toepassing, de vermelding dat bij het uitblijven van een beslissing binnen de voorziene termijn, de vergunning geacht wordt te zijn verleend.

Wanneer een aanvraag onvolledig is, wordt de aanvrager zo snel mogelijk geïnformeerd over de noodzaak tot het verstrekken van aanvullende stukken, de termijn waarover hij beschikt om dit te doen alsook de gevolgen voor de in het tweede lid bedoelde termijn.

Wanneer een aanvraag wordt geweigerd omdat deze niet aan de vereiste procedures of formaliteiten voldoet, wordt de betrokkene hier zo snel mogelijk van in kennis gesteld.

**Art. 11.** De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie verleent de vergunning nadat een passend onderzoek heeft uitgewezen dat aan de vergunningsvoorwaarden is voldaan.

Indien door de reglementering geen termijn wordt voorzien, moet de beslissing over de vergunningsaanvraag worden genomen ten laatste dertig werkdagen te rekenen vanaf de datum van de ontvangstbevestiging of, als het dossier onvolledig is, vanaf het tijdstip waarop de aanvrager de vereiste bijkomende documenten heeft ingediend.

Deze termijn gaat slechts in vanaf het moment dat alle nodige documenten zijn geleverd. Indien gerechtvaardigd door de complexiteit van het dossier, mag de termijn éénmaal voor een beperkte duur worden verlengd. De verlenging en de duur ervan worden vóór het verstrijken van de oorspronkelijke termijn ter kennis van de aanvrager gebracht en moeten het voorwerp uitmaken van een formele motivering.

Bij het ontbreken van een ontvangstbevestiging, conform aan artikel 10, gaat deze termijn in op de dag waarop de aanvraag werd verzonden. Deze dag wordt vastgesteld per aangetekende brief of e-mail.

Onverminderd de decreten, besluiten of bijzondere reglementen gerechtvaardigd door een dwingende reden van algemeen belang, wordt de vergunning geacht te zijn verleend bij het uitblijven van een antwoord binnen de door het decreet of het besluit bepaalde termijn.

**Art. 12. § 1.** De aan een dienstverrichter verleende vergunning heeft een onbeperkte geldigheidsduur, met uitzondering van de volgende gevallen :

1° de vergunning wordt automatisch verlengd;

2° de vergunning is alleen afhankelijk van de voortdurende vervulling van de voorwaarden;

3° het aantal beschikbare vergunningen is beperkt omwille van een dwingende reden van algemeen belang;

4° een beperkte duur is gerechtvaardigd door een dwingende reden van algemeen belang.

§ 2. Paragraaf 1 laat de mogelijkheid onverlet om een vergunning in te trekken wanneer niet meer aan de vergunningsvoorwaarden wordt voldaan.

§ 3. Paragraaf 1 is niet van toepassing op de maximale termijn waarbinnen de dienstverrichter na ontvangst van de vergunning daadwerkelijk met zijn activiteit moet beginnen.

**Art. 13.** Wanneer het aantal beschikbare vergunningen voor een activiteit beperkt is door schaarste van de beschikbare natuurlijke hulpbronnen of de bruikbare technische mogelijkheden, wordt een selectie gemaakt uit de gegadigden volgens een selectieprocedure die alle waarborgen voor onpartijdigheid en transparantie biedt, met name een toereikende bekendmaking van de opening, uitvoering en afsluiting van de procedure.

In de in het eerste lid bedoelde gevallen wordt de vergunning voor een passende beperkte duur verleend en wordt zij niet automatisch verlengd, evenmin wordt enig ander voordeel toegekend aan de dienstverrichter wiens vergunning zojuist is verlopen of aan personen die een bijzondere band met die dienstverrichter hebben.

De regels voor de selectieprocedure kunnen rekening houden met overwegingen die betrekking hebben op de volksgezondheid, met doelstellingen van sociaal beleid, de gezondheid en de veiligheid van werknemers of zelfstandigen, de bescherming van het milieu, het behoud van het cultureel erfgoed en andere dwingende redenen van algemeen belang.

**Art. 14. § 1.** De toegang tot of de uitoefening van een dienstenactiviteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mag niet afhankelijk gemaakt worden van de volgende eisen :

1° discriminerende eisen die direct of indirect verband houden met de nationaliteit of, voor ondernemingen, met de plaats van de statutaire zetel, waaronder met name :

a) nationaliteitseisen voor de dienstverrichter, zijn personeel, de aandeelhouders of de leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de dienstverrichter;

b) de eis dat de dienstverrichter, zijn personeel, de aandeelhouders of de leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan hun verblijfplaats hebben op Belgisch grondgebied;

2° een verbod op het hebben van een vestiging in meer dan één lidstaat of op inschrijving in registers of bij beroepsorden of -verenigingen in meer dan een lidstaat;

3° beperkingen van de vrijheid van de dienstverrichter om tussen een hoofd- of een nevenvestiging te kiezen, met name de verplichting dat de hoofdvestiging van de dienstverrichter zich op hun grondgebied moet bevinden, of beperkingen van de vrijheid om voor vestiging als agentschap, bijkantoor of dochteronderneming te kiezen;

4° wederkerigheidsvoorwaarden ten aanzien van de lidstaat waar de dienstverrichter al een vestiging heeft, behalve in het geval dat dergelijke voorwaarden in een communautair instrument op energiegebied zijn vastgelegd;

5° de toepassing per geval van economische criteria, waarbij de verlening van de vergunning afhankelijk wordt gesteld van het bewijs dat er een economische behoefte of markt vraag bestaat, van een beoordeling van de mogelijke of actuele economische gevolgen van de activiteit of van een beoordeling van de geschiktheid van de activiteit in relatie tot de door de bevoegde autoriteit vastgestelde doelen van economische planning;

6° de directe of indirecte betrokkenheid van concurrerende marktdeelnemers, ook binnen raadgevende organen, bij de verlening van vergunningen of bij andere besluiten van de bevoegde autoriteiten, met uitzondering van beroepsorden en van beroepsverenigingen of andere organisaties die in de hoedanigheid van bevoegde autoriteit optreden; dit verbod heeft geen betrekking op de raadpleging van organisaties zoals kamers van koophandel of sociale partners over andere aangelegenheden dan individuele vergunningsaanvragen, noch op een raadpleging van het grote publiek;

7° een verplichting tot het stellen van of deelnemen in een financiële waarborg of het afsluiten van een verzekering bij een op Belgisch grondgebied gevestigde dienstverrichter of instelling. Dit belet niet dat een verzekering of financiële garanties als zodanig kunnen verlangd worden noch dat eisen inzake de deelname in een collectief waarborgfonds worden gesteld, bijvoorbeeld voor leden van een beroepsorde of -organisatie;

8° een verplichting al gedurende een bepaalde periode ingeschreven te staan in de registers die in België worden bijgehouden of de activiteit al gedurende bepaalde tijd in België te hebben uitgeoefend.

§ 2. Het in § 1, 5°, vervatte verbod heeft geen betrekking op planningeisen waarmee geen economische doelen worden nagestreefd, maar die voortkomen uit dwingende redenen van algemeen belang.

#### HOOFDSTUK III. — *Vrijheid van dienstverlening*

**Art. 15.** § 1. De toegang tot of de uitoefening van een dienstenactiviteit mag niet afhankelijk worden gemaakt van de naleving van eisen die niet voldoen aan de beginselen van niet-discriminatie, noodzakelijkheid en proportionaliteit.

§ 2. Het vrij verrichten van diensten door een in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter mag niet beperkt worden door één van de volgende eisen :

- 1° een verplichting voor de dienstverrichter een vestiging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te hebben;
- 2° een verplichting voor de dienstverrichter bij de in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegde autoriteit een vergunning te verkrijgen, daaronder inbegrepen de inschrijving in een register of bij een beroepsorde of vereniging in België, behalve in de in dit decreet voorziene of door het Gemeenschapsrecht geregelde gevallen;
- 3° een verbod voor de dienstverrichter om in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een bepaalde vorm of soort infrastructuur, met inbegrip van een kantoor of kabinet, op te zetten om de betrokken diensten te verrichten;
- 4° de toepassing van een specifieke contractuele regeling tussen de dienstverrichter en de afnemer die het verrichten van diensten door zelfstandigen verhindert of beperkt;
- 5° een verplichting voor de dienstverrichter om specifiek voor de uitoefening van een dienstenactiviteit een door de bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie afgegeven identiteitsdocument te bezitten;
- 6° eisen, andere dan die welke noodzakelijk zijn voor de gezondheid en veiligheid op het werk, die betrekking hebben op het gebruik van uitrusting en materiaal die een integrerend deel van de dienstverrichting vormen;
- 7° beperkingen van het vrij verrichten van diensten zoals bedoeld in artikel 23.

**Art. 16.** Artikel 15 is niet van toepassing op diensten van algemeen economisch belang.

**Art. 17.** § 1. In afwijking van artikel 15 en alleen in uitzonderlijke omstandigheden kan het College, ten aanzien van een in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter, maatregelen nemen betreffende de veiligheid van diensten, en dit overeenkomstig de voorwaarden en procedures die van toepassing zijn voor het nemen van soortgelijke maatregelen ten opzichte van dienstverrichters die hun vestiging in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben. Deze maatregelen kunnen alleen worden genomen wanneer de in hoofdstuk 7 bedoelde administratieve samenwerking in acht genomen is, en aan volgende voorwaarden is voldaan :

- 1° de bepalingen overeenkomstig welke de maatregelen worden genomen, vallen niet onder een communautaire harmonisatiemaatregel op het gebied van de veiligheid van diensten;
- 2° de maatregelen bieden de afnemer meer bescherming dan de maatregelen die de lidstaat van vestiging overeenkomstig zijn nationale bepalingen zou nemen;
- 3° de lidstaat van vestiging heeft geen maatregelen genomen of heeft maatregelen genomen die ontoereikend zijn in vergelijking met de in artikel 36 bedoelde maatregelen;
- 4° de maatregelen zijn evenredig.

§ 2. Paragraaf 1 doet geen afbreuk aan bepalingen van het Gemeenschapsrecht of op het Gemeenschapsrecht berustende bepalingen die het vrije verkeer van diensten waarborgen of afwijkingen daarop toestaan.

#### HOOFDSTUK IV. — *Kwaliteit van die diensten, informatie en transparantie*

**Art. 18.** §1. Onverminderd de andere wettelijke en reglementaire eisen op het gebied van de informatie, stelt elke dienstverrichter, op de wijze voorzien in artikel 19, de volgende gegevens ter beschikking van de afnemer :

- 1° zijn naam of zijn maatschappelijke benaming;
- 2° zijn rechtsvorm;
- 3° het geografisch adres waar de dienstverrichter is gevestigd;
- 4° zijn adresgegevens, met inbegrip van zijn eventueel e-mailadres, die een snel contact en een rechtstreekse en effectieve communicatie met hem mogelijk maken;
- 5° het ondernemingsnummer;
- 6° zijn maatschappelijke zetel;
- 7° wanneer voor de activiteit een vergunningstelsel geldt, de adresgegevens van de bevoegde autoriteit of het ondernemingsloket;
- 8° wat betreft de gereguleerde beroepen :
  - a) de handelsvereniging of beroepsorganisatie waarbij de dienstverrichter is ingeschreven;
  - b) de beroepstitel en de lidstaat waar die is verleend;
- 9° in voorkomend geval, de algemene voorwaarden en bepalingen die de dienstverrichter hanteert;
- 10° het eventuele bestaan van door de dienstverrichter gehanteerde contractbepalingen betreffende het op het contract toepasselijke recht en/of betreffende de bevoegde rechter;
- 11° het eventuele bestaan van een niet bij wet voorgeschreven garantie na verkoop;
- 12° de prijs van de dienst wanneer de dienstverrichter de prijs van een bepaalde soort dienst vooraf heeft vastgesteld;
- 13° de belangrijkste kenmerken van de dienst;
- 14° de in artikel 8 bedoelde verzekering of waarborgen, met name de adresgegevens van de verzekeraar of de borg en de geografische dekking.

§ 2. Wanneer de dienstverrichters in een informatiedocument hun diensten in detail beschrijven, nemen zij hierin informatie op over hun multidisciplinaire activiteiten en partnerschappen die rechtstreeks verband houden met de betrokken dienst en over de maatregelen genomen ter voorkoming van belangenconflicten.

**Art. 19.** Op initiatief van de dienstverrichter worden de gegevens bedoeld in artikel 18, § 1 :

1° hetzij verstrekt aan de afnemer;

2° hetzij voor de afnemer gemakkelijk toegankelijk gemaakt op de plaats waar de dienst wordt verricht of het contract wordt gesloten;

3° hetzij voor de afnemer gemakkelijk elektronisch toegankelijk gemaakt op een door de dienstverrichter meegedeeld adres;

4° hetzij opgenomen in elk door de dienstverrichter verstrekte informatiedocument waarin zijn diensten in detail worden beschreven.

**Art. 20.** Op verzoek van de afnemer verstrekt de dienstverrichter de volgende aanvullende informatie :

1° wanneer de dienstverrichter de prijs van een bepaalde soort dienst niet vooraf heeft vastgesteld, de prijs van de dienst of, indien de precieze prijs niet kan worden gegeven, de manier waarop de prijs wordt berekend, zodat de afnemer de prijs kan controleren, of een voldoende gedetailleerde kostenraming;

2° voor gereglementeerde beroepen, een verwijzing naar de geldende beroepsregels en de wijze waarop hierin inzage kan worden verkregen;

3° informatie over zijn multidisciplinaire activiteiten en partnerschappen die rechtstreeks verband houden met de betrokken dienst, en over de maatregelen genomen ter voorkoming van belangenconflicten;

4° de gedragscodes die op de dienstverrichter van toepassing zijn, alsmede het adres waar zij elektronisch kunnen worden geraadpleegd en de beschikbare talen waarin deze codes kunnen worden geraadpleegd.

**Art. 21.** De informatie bedoeld in de artikelen 18 en 20 wordt op heldere wijze, ondubbelzinnig en tijdig voor de sluiting van het contract of, indien er geen schriftelijk contract is, voor de verrichting van de dienst, meegedeeld of beschikbaar gesteld.

**Art. 22.** De bepalingen van dit hoofdstuk doen geen afbreuk aan de bijkomende informatievereisten die van toepassing zijn op dienstverrichters die in België hun vestiging hebben.

#### HOOFDSTUK V. — *Eisen die niet aan de afnemers mogen gesteld worden*

**Art. 23.** De afnemers worden niet onderworpen aan eisen die het gebruik van een dienst van een in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter beperken, met name niet :

1° een verplichting bij hun bevoegde autoriteiten een vergunning te verkrijgen of een verklaring af te leggen;

2° discriminerende beperkingen op het verkrijgen van financiële bijstand vanwege het feit dat de dienstverrichter in een andere lidstaat is gevestigd of vanwege de plaats waar de dienst wordt verricht.

Het eerste lid is niet van toepassing op de vergunningstelsels die ook van toepassing zijn op het gebruik van een dienst die door een in België gevestigde dienstverlener wordt verricht.

**Art. 24.** De afnemers worden niet onderworpen aan discriminerende eisen op grond van nationaliteit of verblijfplaats.

De algemene voorwaarden voor toegang tot een dienst, die door de dienstverrichter voor het publiek toegankelijk worden gemaakt, bevatten geen discriminerende bepalingen in verband met de nationaliteit of verblijfplaats van de afnemer, zonder evenwel de mogelijkheid uit te sluiten om verschillende toegangsvoorwaarden te stellen wanneer die verschillen rechtstreeks door objectieve criteria worden gerechtvaardigd.

#### HOOFDSTUK VI. — *Geschillenbeslechting*

**Art. 25.** De dienstverrichters verstrekken hun adresgegevens, met name een postadres, een faxnummer of e-mailadres alsook een telefoonnummer, waar alle afnemers, ook deze die in een andere lidstaat van de Europese Unie verblijven, rechtstreeks een klacht kunnen indienen of informatie over de verrichte dienst kunnen vragen.

De dienstverrichters verstrekken het adres van hun woonplaats of hun maatschappelijke zetel indien dit niet hun gebruikelijke correspondentieadres is.

**Art. 26.** De dienstverrichters reageren zo snel mogelijk op de in artikel 25 bedoelde klachten en stellen alles in het werk om bevredigende oplossingen te vinden.

**Art. 27.** Wanneer een gedragscode, een handelsvereniging of een beroepsorde voorziet in een regeling voor buitengerechtelijke geschillenbeslechting, stellen de hieraan onderworpen dienstverrichters de afnemer hiervan op de hoogte en vermelden dit in elk document waarin hun diensten in detail worden beschreven en geven daarbij aan hoe toegang kan worden verkregen tot gedetailleerde informatie over de kenmerken en toepassingsvoorwaarden van deze regeling.

**Art. 28.** De dienstverrichters hebben de plicht aan te tonen dat aan de eisen voorzien in de artikelen 18 tot 21 en 25 tot 27 is voldaan en dat de verstrekte informatie juist is.

HOOFDSTUK VII. — *Administratieve samenwerking*

**Art. 29.** § 1. De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie verstrekt, binnen de grenzen van haar bevoegdheden, aan de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat die een met redenen omkleed verzoek doet, iedere relevante informatie waarover ze beschikt in verband met een dienstverrichter en/of zijn diensten.

Ze verstrekt de gevraagde informatie met name betreffende de vestiging en de wettelijkheid van de verrichte diensten.

§ 2. De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie voert, binnen de grenzen van haar bevoegdheden, de verificaties, inspecties en onderzoeken uit die haar door de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat via een met redenen omkleed verzoek aangevraagd worden betreffende een dienstverrichter of zijn diensten.

Zij beoordeelt de aard en de omvang van de uit te voeren verificaties, inspecties en onderzoeken.

**Art. 30.** § 1. De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie verstrekt binnen de grenzen van haar bevoegdheid aan de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat die een met redenen omkleed verzoek doet de definitieve beslissingen betreffende de tuchtrechtelijke of administratieve sancties van professionele aard, voor zover er hiertegen geen beroep meer kan worden aangetekend, in overeenstemming met de regels bepaald door de bijzondere wetgevingen of reglementeringen voor een zulke verstrekking.

Ze verstrekt ook binnen de grenzen van haar bevoegdheden en in overeenstemming met Boek II, Titel VII, Hoofdstuk I van het Wetboek van strafvordering informatie over definitieve strafrechtelijke sancties van professionele aard, voor zover er hiertegen geen beroep meer kan worden aangetekend, evenals elk definitief vonnis betreffende de insolventie in de zin van bijlage A van de EG-Verordening 1346/2000, of het faillissement waarin sprake is van frauduleuze praktijken van een dienstverrichter.

In de mededeling worden de overtreden wettelijke of reglementaire bepalingen vermeld.

§ 2. Nopens de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en zijn uitvoeringsbesluiten, bepaalt het College :

- 1° de gegevens die worden behandeld;
- 2° de wijze van vergaren van de gegevens;
- 3° de gespreksduur;
- 4° aan wie de gegevens worden gecommuniceerd;
- 5° de veiligheidsmaatregelen voor de behandeling van de gegevens.

§ 3. De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie die zulke informatie meedeelt, stelt de dienstverrichter daarvan in kennis.

**Art. 31.** De in uitvoering van de artikelen 29 en 30 gevraagde informatie of de resultaten van de verificaties, inspecties of onderzoeken worden zo snel mogelijk verstrekt via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie.

**Art. 32.** De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie die om wettelijke of praktische redenen geen gevolg kan geven aan een verzoek om informatie, verificaties, inspecties of onderzoeken, brengt de bevoegde autoriteit van de andere lidstaat daarvan zo snel mogelijk op de hoogte en vermeldt de redenen die zich tegen deze aanvraag verzetten. Indien na kennisgeving van deze weigering, deze laatste zich niet bij het standpunt van de bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie kan neerleggen en geen enkele oplossing kan gevonden worden, wordt dit ter informatie meegedeeld aan de federale coördinator.

**Art. 33.** De bevoegde autoriteit van een andere lidstaat kan toegang verkrijgen tot de registers die toegankelijk zijn voor de bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie en op dezelfde voorwaarden.

**Art. 34.** § 1. De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie die wenst dat een bevoegde autoriteit van een andere entiteit of van een andere lidstaat haar informatie verstrekt of verificaties, inspecties of onderzoeken voert betreffende een dienstverrichter of zijn diensten, stuurt haar een met redenen omkleed verzoek via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie.

§ 2. Indien de bevoegde autoriteit van de andere entiteit of van de andere lidstaat niet aan de aanvraag voldoet en geen enkele oplossing kan gevonden worden, brengt de bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie de federale coördinator en de coördinator van de Franse Gemeenschapscommissie daarvan op de hoogte.

**Art. 35.** De uitgewisselde informatie kan alleen gebruikt worden voor de aangelegenheden waarvoor ze gevraagd werd.

**Art. 36.** § 1. De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie oefent controle uit ten opzichte van dienstverrichters die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn gevestigd.

§ 2. Deze verplichting geldt niet voor :

- 1° de controle van de naleving van specifieke eisen die opgelegd worden door de lidstaat waar de dienst geleverd wordt, ongeacht de plaats van vestiging van de dienstverrichter;
- 2° de uitoefening van controles op het grondgebied van de lidstaat waar de dienst verricht wordt.

Deze controles worden in overeenstemming met artikel 34 op verzoek van de bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie verricht door de lidstaat waar de dienstverrichter tijdelijk actief is.

**Art. 37.** § 1. De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie voert haar controlemissies uit ten overstaan van de dienstverleners die een dienstactiviteit leveren op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, conform de artikelen 15 en 16 van het huidig decreet.

De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie :

- 1° neemt alle nodige maatregelen teneinde te verzekeren dat de dienstverlener zich schikt naar de vereisten die worden gesteld voor de toegang tot de dienstenactiviteit en de uitoefening ervan,
- 2° gaat over tot verificaties, inspecties en onderzoeken die nodig zijn om de geleverde dienst te controleren.

§ 2. Voor wat betreft de andere vereisten dan die die worden beoogd in paragraaf 1, wanneer de dienstverlener zich tijdelijk naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest begeeft om er een dienst te leveren zonder er te zijn gevestigd, neemt de bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie deel aan de controle van de dienstverlener conform paragraaf 3.

§ 3. Op vraag van de vestigingslidstaat, gaat de bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie op wiens grondgebied de dienst werd geleverd over tot de verificaties, inspecties en onderzoeken die nodig zijn voor de effectieve controle door de vestigingslidstaat. Ze komen tussenbeide binnen de grenzen van de competenties die aan hen zijn toegewezen in hun lidstaat. De bevoegde autoriteiten kunnen de meest aangewezen te nemen maatregelen bepalen in elk afzonderlijk geval om te beantwoorden aan de vraag van de vestigingslidstaat.

**Art. 38.** De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie kan slechts overgaan tot verificaties, inspecties en onderzoeken ter plaatse wanneer deze laatsten niet-discriminerend van aard zijn, niet gemotiveerd zijn door het feit dat het gaat om een dienstverlener die gevestigd is in een andere lidstaat en wanneer ze in verhouding zijn tot de gecontroleerde dienst.

**Art. 39.** § 1. Wanneer de bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie kennis neemt van een gedraging, ernstige en specifieke handelingen of omstandigheden met betrekking tot een dienstverrichter of een dienstenactiviteit, die ernstige schade aan de gezondheid of veiligheid van personen of aan het milieu kunnen veroorzaken, stelt ze via een waarschuwingscoördinator via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie de lidstaten en de Europese Commissie hiervan onverwijld in kennis, evenals de federale coördinator en de coördinator van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. Wanneer een waarschuwing gewijzigd moet worden of niet meer gerechtvaardigd is, stelt de gewestelijke coördinator de Europese Commissie en de lidstaten hiervan in kennis via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie evenals de federale coördinator en de coördinator van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 3. De hierboven beschreven procedure geldt onverminderd gerechtelijke procedures.

**Art. 40.** § 1. De bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie, die in toepassing van artikel 17, § 1, voornemens is maatregelen te nemen om de veiligheid van diensten die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden verricht te waarborgen, stuurt via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie een aanvraag om maatregelen te nemen aan de lidstaat van vestiging, met verstrekking van alle relevante informatie over de betrokken dienst en de omstandigheden ter zake.

§ 2. In voorkomend geval stelt de bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie, na ontvangst van het antwoord van de lidstaat van vestiging of bij gebrek van antwoord binnen een redelijke termijn, de Europese Commissie en de lidstaat van vestiging via het elektronische systeem voor de uitwisseling van informatie in kennis van zijn voornemen om maatregelen te nemen, evenals de federale coördinator en de coördinator van de Franse Gemeenschapscommissie.

De mededeling vermeldt :

1° de redenen waarom de door de lidstaat van vestiging genomen of beoogde maatregelen naar het oordeel van de bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie ongepast zijn;

2° de reden waarom de door hem beoogde maatregelen naar zijn oordeel aan de in artikel 17, § 1 bedoelde voorwaarden voldoen.

§ 3. De maatregelen kunnen niet eerder dan vijftien werkdagen na het sturen van een kennisgeving, conform § 2, aan de lidstaat van vestiging en aan de Europese Commissie genomen worden.

§ 4. In spoedeisende gevallen kan de bevoegde autoriteit van de Franse Gemeenschapscommissie van de paragrafen 1, 2 en 3 afwijken. In dit geval worden de Europese Commissie en de lidstaat van vestiging van de genomen maatregelen in kennis gesteld, met opgave van de redenen waarom er volgens de autoriteit sprake is van een spoedeisend karakter.

§ 5. De hierboven beschreven procedure geldt onverminderd gerechtelijke procedures.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

**Art. 41.** Het huidige decreet treedt in werking op de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 9 juli 2010.

C. DOULKERIDIS,  
Minister-Voorzitter van het College.

Ch. PICQUE,  
Lid van het Collège.

B. CEREXHE,  
Lid van het Collège.

Mevr. E. HUYTEBROECK,  
Lid van het Collège.

E. KIR,  
Lid van het Collège.

Nota

(1) Parlementaire Handelingen...